

forts et visionnaires au Brésil et dans l'ensemble des Amériques, le libre-échange bilatéral et multilatéral est en plein épanouissement à l'échelle de l'hémisphère occidental.

Les progrès remarquables accomplis au cours des dernières années rendent encore plus singulier le fait que la prochaine étape logique, sur cette voie qui consisterait à mettre en place un seul régime de libre-échange applicable à tout l'hémisphère occidental, demeure un objectif qui nous échappe.

Un enchevêtrement de plus en plus dense d'ententes commerciales bilatérales et régionales ne constitue certes pas un avantage d'un point de vue commercial. Il mène à un chevauchement déroutant de droits et d'obligations, y compris en matière de règles d'origine, ce qui a pour effet de provoquer une augmentation du coût des transactions pour toutes les sociétés et, en particulier, pour les petites entreprises désireuses d'exporter. Par ailleurs, en l'absence d'exigences uniformes applicables au contenu, il a aussi pour effet d'empêcher une intégration plus poussée de la production régionale, et ce, à un moment où le commerce mondial est de plus en plus axé sur les transactions entre entreprises, les approvisionnements stratégiques et les investissements transnationaux.

Mais peut-être le plus grand danger de dérive vers des ententes bilatérales ou régionales distinctes réside-t-il dans le risque qu'elles ne se transforment en blocs commerciaux qui s'excluent mutuellement. Ainsi, le fait de refuser au Chili l'accès de l'ALENA transmettrait manifestement un message négatif aux autres partenaires éventuels puisque cela leur indiquerait que les possibilités d'adhésion future sont effectivement restreintes.

Un message comme celui-là pourrait en outre avoir des répercussions débordant le cadre de l'ALENA. Le Brésil a déjà proposé de faire du marché commun Mercosul le pivot d'une zone de libre-échange sud-américaine. L'utilisation du Mercosul pour faire tomber les barrières tarifaires dans la région, libéraliser le commerce et attirer les pays au sein d'un espace économique intégré, constitue une initiative audacieuse et novatrice, que le Canada accueille favorablement. Toutefois, il ne faut pas beaucoup d'imagination pour comprendre que, à défaut de voir s'ouvrir les portes de l'ALENA, les pays du Mercosul seront encore plus enclins à constituer leur propre marché et à officialiser leur propre espace économique.

Nous nous situons à un tournant critique. Lorsque, à titre de pays de l'hémisphère occidental, nous nous retrouverons au Sommet des Amériques à Miami, quelle sera notre démarche? Favoriserons-nous le mouvement visant l'établissement d'un nouvel ordre commercial à l'échelle de l'hémisphère occidental et du monde entier, montrant ainsi, qu'au-delà de l'Uruguay Round, nous nous situons à l'avant-garde de la vague de libéralisation économique,